

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl Marx

Le fil rouge

Édité par les militants du Nouveau Parti Anticapitaliste d'Airbus et sous-traitants



Suppression d'emplois : stoppons la casse sociale !

Samedi 22 septembre, les salariéEs de Ford Blanquefort manifestent pour sauver leurs 872 emplois et les 3 000 emplois induits. Une situation loin d'être unique dans un paysage de plus en plus sinistré. Au même moment, le sinistre et cynique Macron délivre ses bons conseils à un jeune chômeur : il suffirait de « traverser la rue » pour trouver du travail...

La manifestation des Ford s'inscrit dans la continuité de la lutte menée dans cette usine depuis dix ans : des grèves et mobilisations locales qui ont déjà empêché la fermeture de l'entreprise. Aujourd'hui, la multinationale, qui a déclaré 7 milliards de profits l'année dernière, n'a pas plus qu'hier la moindre légitimité pour licencier ou fermer des usines. Pourtant, rien que pour la période 2013-2018, Ford Blanquefort a touché environ 50 millions d'aides publiques : près de 850 euros par mois pour chaque salariéE !

Arrêter le hold-up

Toutes les entreprises qui licencient actuellement sont des entreprises qui ont encaissé des milliards de fonds publics, d'abord via les exonérations en tout genre accumulées par les gouvernements successifs : exonérations de cotisations, patronales puis salariales, CICE, dispositifs d'aides à l'embauche le plus souvent précaire... Elles ont aussi bénéficié de cadeaux directs des collectivités, tout cela au nom du maintien de l'emploi !

Ce véritable hold-up de l'argent public donne le droit à la population et aux salariéEs d'exiger des comptes et de tout faire pour maintenir les emplois, en contestant aux actionnaires le droit de décider de la vie de milliers de personnes.

Public, privé, même combat !

Des entreprises de commerce comme Carrefour, New Look ou SoLocal (Pages Jaunes) ont licencié ces derniers mois des milliers de salariéEs, avec la brutalité des moyens que leur offrent les lois Macron 1 et 2, et comme

unique horizon le chômage, la précarité, ou des pensions de retraite au rabais. Les principales banques françaises, qui ont déjà supprimé 4 000 emplois en 2017, envisagent des milliers de fermetures d'agences : 900 rien que pour la BNP Paribas, la BPCE et la Société générale. Les Chambres de commerce et d'industrie, qui vivent entre

autres de subventions publiques en baisse, envisagent 8 000 suppressions d'emplois. Et la liste est encore longue...

Aucun secteur n'est à l'abri : les annonces de suppressions d'emplois se succèdent dans les services publics, à la SNCF, dans l'éducation nationale, dans les finances publiques... Macron et ses sbires rêvent de gérer ce qui reste des services publics comme des entreprises privées.

Reconstruire le « Tous ensemble »

Dans un tel tableau, les déclarations de Macron sont une provocation. Comme le disent les salariéEs de Ford, « la meilleure manière de trouver un emploi, c'est de conserver

celui qu'on a » !

Plus que jamais, l'enjeu est dans la construction d'un mouvement « Tous ensemble » pour imposer des revendications vitales : l'arrêt des licenciements et des suppressions de postes ; le partage du temps de travail ; l'augmentation des salaires et des pensions de retraite ; la création de l'allocation d'autonomie pour les jeunes (afin de faire disparaître la concurrence entre salariéEs et entre générations) ; le contrôle sur les comptes des entreprises et l'expropriation des actionnaires qui refusent ce contrôle.

C'est pour cela que, le mardi 9 octobre, à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, des organisations de retraitéEs, d'étudiantEs et de lycéenEs, nous serons le plus massivement possible en grève et dans la rue.

Lundi 16 septembre 2018

Comité Airbus et sous-traitants NPA 31

imprimé par nos soins / ne pas jeter sur la voie publique

Pour prendre contact : NPA 31, 9, rue Corneille, 31100 Toulouse / Facebook > NPA Haute-Garonne Info / contact@npa31.org